IMPRIMATUR

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE GRATUIT

13 décembre 2018 # 708

DÉCRYPTAGE

Insaisissables ?

Qui sont vraiment les gilets jaunes ? Gouvernement et politiques s'interrogent. La communauté scientifique tente d'apporter quelques réponses.

© Louisa Benchabane

Des gilets jaunes rassemblés sur la place de la République à Bordeaux lors de la manifestation du samedi 8 décembre.

Ils sont à la Une des journaux, dans les rues, chaleureux ou menaçants, souvent photographiés au milieu de fumées et de flammes. De qui s'agit-il ? Des gilets jaunes, évidemment. Ceux qui « *ont fait plier Macron* », comme disent les médias. On a deux ou trois idées générales sur eux mais le problème, c'est que ces idées sont floues. Ils sont « *multiples, spontanés, contradictoires* », dit la presse. À la lecture de ces éditoriaux, on n'est guère avancé. C'est sans doute la raison pour laquelle pas moins de soixante-dix scientifiques ont tenté d'en dresser le portrait-robot. Ce sont « *des oubliés des partis et des syndicats* », explique l'historien Guillaume Mazeau.

Et ces oubliés, ce sont majoritairement des employés (un tiers d'entre eux), des ouvriers, des artisans… C'est-à-dire l'exact contraire du citadin surdiplômé qui, dit-on, attise leur colère. « *Ce sont pour la plupart des membres de classes populaires, des gens pas vraiment politisés qui sont dans une situation de grande précarité* » ajoute M. Mazeau.

Très bien. Essayons d'examiner une à une ces caractéristiques qui permettent de leur donner un peu de visibilité. D'abord, ils sont « pauvres », ce qui signifie que leurs revenus sont modestes. « *Et ce simple élément est parfait, évidemment, pour structurer une révolte populaire* » ajoute le chercheur. Il est effectivement plus facile de tout risquer quand on n'a plus rien à perdre.

En quête de démocratie directe

Ensuite, ils ont des opinions politiques divergentes, ou carrément apolitiques. Une majorité d'entre eux se dit de gauche (42 %), mais on trouve aussi des partisans d'extrême-droite. Une grosse partie de ce mouvement hétéroclite « *est en train même de se construire une conscience politique, hors des instances traditionnelles* » commente Guillaume Mazeau. Ce qui les a poussés dans la rue : la contestation du modèle de la Ve république, et par là-même, de la démocratie représentative. Ou, plus exactement, du fait que cette démocratie ne représente pas tout le monde. « *Car ces gens, justement, ne sont pas représentés. S'ils sont dans la rue ou appellent à un référendum citoyen qui leur permettrait de voter sur des questions qui les intéressent, c'est parce qu'ils veulent de la démocratie directe* » commente l'historien.

Si les résultats de cette première enquête sur les gilets jaunes semblent indiquer qu'il s'agit bien d'une révolte du « peuple », celle-ci est à la fois classique et inédite. Sa désorganisation et son côté hétérogène sont des éléments « *traditionnels des révoltes populaires* » d'après Guillaume Mazeau, qui voit cependant un caractère novateur « *à leurs revendications, qui sont parfaitement construites et qui témoignent d'une analyse profonde des failles de notre système politique* ».

Maëlle BENISTY @MaelleBenisty

ET AUSSI

APRÈS STRASBOURG, LE MARCHÉ DE NOËL DE BORDEAUX SOUS HAUTE SURVEILLANCE

LE PARI DE LA BOCA FOODCOURT

COUP D'ENVOI POUR LE RUGBY DES EXCLUS

TÉMOIGNAGE

"Samedi on y retourne"

Thomas Dupoiron est agent magasinier. Ce jeune homme de 24 ans a d'abord milité pour La France Insoumise. Mais son premier engagement personnel est pour les gilets jaunes, lorsqu'il crée la page *Macron dégage*, qui appelle à la mobilisation de la mi-novembre. Il fait aujourd'hui partie des coordinateurs du mouvement, à Bordeaux.

« J'étais sur Facebook et c'est allé très vite. J'ai vu une vidéo qui tournait sur les réseaux sociaux et, avec quelques autres, j'ai créé la page Facebook *Dégage Macron* au mois de novembre dernier. Pour tout dire, j'en ai plein les couilles et je ne vais pas attendre les prochaines élections pour l'exprimer. J'ai senti que c'était le bon moment pour faire valoir mes idées.

Manifester, un droit limité

L'arsenal juridique permet d'arrêter, placer en garde à vue voire condamner une personne pour le simple fait de vouloir se protéger des gaz et des coups en manifestation, avant même d'y participer et sans avoir commis un acte illégal.

Du sérum physiologique, des lunettes de piscine, un masque de peintre... Voici quelques-uns des objets qui suffisent à vous faire interpeller par la police avant même de participer à une manifestation. Sur la base de la possession de ces simples objets, les forces de l'ordre peuvent vous placer en garde à vue pour délit de « participation à un groupement violent en vue de commettre des dégradations ou des violences ». Un délit aux contours flous, créé en 2010, sous le mandat de Nicolas Sarkozy, pour mieux lutter contre les bandes violentes, et dénoncé, depuis lors, par un certain nombre d'avocats comme une façon de limiter le droit de manifester. « *On a créé un truc magique en considérant que même avant l'infraction, on était déjà en infraction* », explique, non sans humour, Sylvain Bouchon, avocat bordelais.

Fouilles et perquisitions aux gares et péages

C'est cette infraction qui justifie la grande majorité des arrestations, lorsque les manifestants sont interpellés à proximité du cortège. Mais dans le cas des gilets jaunes arrêtés samedi aux péages des autoroutes ou à la gare de Bordeaux – des manifestants interceptés avant même d'embarquer pour Paris –, une autre technique judiciaire s'applique. Le parquet autorise alors les forces de l'ordre à procéder à des fouilles et à des perquisitions dans les véhicules. « *C'est un outil très efficace pour l'exécutif* », selon Maître Bouchon. Alors que la police opère traditionnellement après l'infraction, avec ce texte, elle peut désormais agir *a priori*, ce qui brouille la frontière entre action policière et pouvoir judiciaire.

> ***« On a créé un truc magique en considérant que même avant l'infraction on était déjà en infraction »***
>
> **Maître Sylvain Bouchon, avocat bordelais**

Des gouttes pour en découdre

« *Une fiole de sérum physiologique est un élément de preuve suffisant pour caractériser la participation à un groupement violent en vue de commettre des violences ou des dégradations* », confirme Eric Marrocq, secrétaire général d'Alliance, premier syndicat de police nationale. « *Pour nous, ce type d'équipement montre bien l'envie d'en découdre avec la police.* » Même si, dans la pratique, très peu de prévenus sont finalement condamnés, Sylvain Bouchon explique que ce délit « *permet à la police d'empêcher des gens d'aller manifester, sur la base d'éléments assez légers.* » Autrement dit, un moyen légal et efficace de limiter un droit fondamental.

Marti BLANCHO @MartiBlancho

Blessures en manif' : ce qu'il faut savoir

Petit guide à l'usage des nouveaux manifestants.

© Jean-Baptiste Arcuset

Le 8 décembre à Bordeaux, une street-medic *soigne un manifestant intoxiqué au gaz lacrymogène.*

« *Tout d'abord, il ne faut pas se rendre seul à une manif* », explique Corto, ancien street medic, ces médecins qui se rendent sur les lieux d'affrontements pour soigner les blessés. En amont, établissez une check-list des affections dont vous souffrez : asthme, diabète, allergie et groupe sanguin, pour faciliter la prise en charge, si blessure grave, par le personnel de santé. En cas de faiblesse physique passagère, évitez la tête de cortège.

Equipement

Casque de moto, de snow-board et masque à gaz peuvent conduire à une interpellation, mais restent la meilleure garantie de protection. Pour les yeux, « *un masque de plongée ou de ski est nécessaire pour se protéger des gaz et éviter de perdre un œil à cause d'un flash ball.* » Evitez, en revanche, les lunettes de plongée. Les pantalons en synthétique sont également à proscrire car « *ils peuvent fondre à la chaleur d'une bombe lacrymogène* » et il est conseillé de porter deux jeans pour se préserver des éventuels éclats d'une grenade de désencerclement. Si vous n'avez pas de masque, « *une écharpe imbibée de jus de citron ou de vinaigre permet de bien respirer.* » Evitez capuches et sacs, où les grenades assourdissantes peuvent se coincer.

Médication

Au cas où une bombe lacrymogène atterrirait à vos pieds, mettez-vous à distance et ne la ramassez pas, car le palet est brûlant. De même pour les grenades qui peuvent vous arracher la main. Si vous êtes pris dans un nuage de gaz incapacitant, une demi-dose de sérum physiologique dans chaque œil calme la douleur et on peut boire du Maalox pour soulager une gorge en feu. Si votre peau est irritée, « les lingettes pour bébé sont efficaces » et une pommade à l'arnica peut être appliquée sur une blessure au flash ball. Si vous êtes atteint par un éclat de grenade, ne le retirez pas, vous pourriez causer une hémorragie. Les garrots sont à proscrire car ils peuvent entraîner la formation de caillots. En somme, « *si on ne sait pas le faire, on ne le fait pas.* »

En cas de problème, appelez un ***street medic*** qui prescrira les premiers soins et vous orientera ensuite vers les pompiers ou le Samu. Si aucun médecin n'est présent, réfugiez-vous dans un hall d'immeuble ou un restaurant, si vous êtes accepté.

Jean-Baptiste ARCUSET @jbarcuset

« Ce qu'on a perdu d'humain, on le retrouve sur le terrain »

À chaque nouvelle manifestation, je rencontre des gens qui n'avaient jamais manifesté avant. Et, franchement, ça m'a apporté des tas de choses. Grâce au mouvement, j'ai fait la connaissance d'une amie, gilet jaune aussi, qui m'a trouvé un boulot. J'ai rencontré des amis et j'ai trouvé l'amour en manifestant… Ce qu'on a perdu d'humain, on le retrouve sur le terrain.

Pour nous, la vie est dure : le gaz, l'électricité, l'eau, c'est trop cher… Mais on veut aussi parler de l'urgence climatique.

J'avais un loyer de 400 euros par mois que j'avais du mal à payer, c'était trop. J'ai pété les plombs dimanche sur le pont d'Aquitaine, je ne voulais plus redevenir un esclave du système : travailler pour survivre. Je ne veux pas passer à côté de ma vie.

Parfois, lorsqu'on discute avec les coordinateurs, on se frite. Il y en a qui sont pour bloquer les ronds-points, d'autres qui préfèrent bloquer des lieux stratégiques, comme les administrations. On parait divisés parfois, mais on a les mêmes revendications, donc on converge. Samedi, on y retourne. »

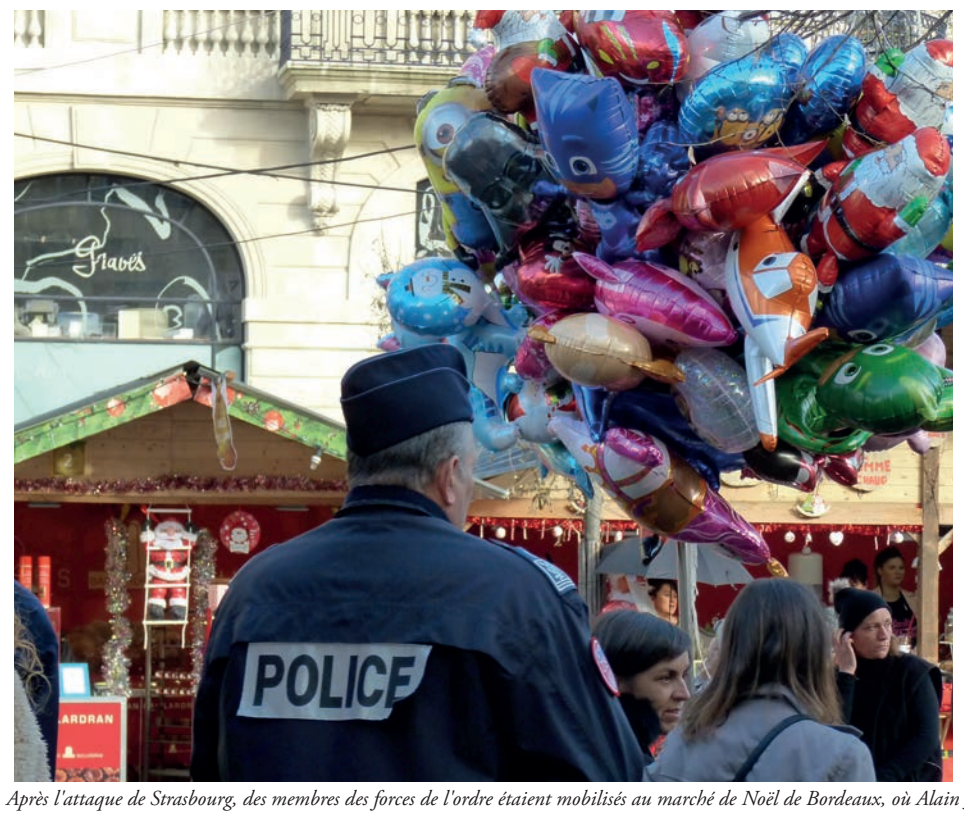
Louisa BENCHABANE @Louisa_Ben

À SAVOIR

D'abord interdites en raison du plan Urgence Attentat décrété par une délégation interministérielle, les manifestations du week-end sont, pour l'instant, autorisées.

Attentats

Sécurité renforcée à Bordeaux



© Photos Camille Becchetti

Après l'attaque de Strasbourg, des membres des forces de l'ordre étaient mobilisés au marché de Noël de Bordeaux, où Alain Juppé et le préfet Didier Lallemant sont venus rassurer les commerçants.

Après l'attaque à Strasbourg, les regards sont tournés vers le marché de Noël de Bordeaux.

Hier matin, les forces de l'ordre patrouillaient dans les allées du marché de Noël aux côtés des militaires de l'opération Sentinelle et des agents de sécurité déjà présents. Après les attaques à Strasbourg mardi soir, la préfecture a décidé de coordonner les opérations avec l'agence privée *Eagels Sécurité*, dont les effectifs étaient passés, ces derniers temps, de « 20 à 26 agents ». Désormais, pour accéder aux stands, seuls quatre points d'entrée et de sortie sont ouverts, au lieu des sept habituels. La résignation est grande chez les commerçants : « *Nous nous devons d'être rassurants, mais reconnaissons que la sécurité est déjà à son maximum* », assure leur représentant.

« Un coup de plus au moral »

Palpation, fouille, caméras de sécurité qui tournent 24h/24, élargissement des allées : « *On voit mal comment on peut faire plus* », réagit un vendeur de marrons chauds, qui déplorait déjà la présence des grilles en fer autour du marché. Les questions de sécurité finissent de plomber les commerçants, déjà K.O. avec les mobilisations des gilets jaunes. « *Une grande partie des commerçants font 40 % de leur chiffre d'affaires au mois de décembre. Certains enregistrent déjà une perte de 20 %* », rappelle Christian Baulme, le président de l'association des commerçants. C'est un fait, les clients sont de moins en moins nombreux. « *L'attentat de Strasbourg nous a mis un coup de plus au moral* », déplore la gérante d'un des chalets. Hier après-midi, Alain Juppé et le préfet Didier Lallemant sont venus rassurer riverains et marchands : « *Il n'est pas question d'annuler les marchés. Nous nous assurons que les conditions de sécurité sont suffisantes* ». Le message est clair : les policiers doivent se concentrer sur la menace terroriste et non sur les débordements liés aux manifestations. Le dernier niveau d'alerte du plan Vigipirate déclenché par le gouvernement à la suite des attaques entre dans cette logique. Hier soir, Edouard Philippe annonçait le déploiement de 1800 militaires supplémentaires dans le cadre de l'opération Sentinelle.

Rahma ADJADJ @rahma_adj
Camille BECCHETTI @Cam_Becchetti

ATTAQUE DE STRASBOURG

REPÈRES

Mardi soir, un homme de 29 ans a ouvert le feu dans le centre-ville de Strasbourg.

Au moins **trois personnes sont mortes** et plus d'une dizaine sont blessées.

Le suspect a été identifié par les enquêteurs. Il s'agit de **Chérif Chekatt**, un Français **fiché S** originaire de Strasbourg proche de la mouvance islamiste.

À son domicile, les policiers ont trouvé une arme à feu et des grenades.

L'homme condamné à plusieurs reprises pour vols et violences, est toujours recherché par **720 membres des forces de l'ordre.**

Les contrôles sont renforcés au niveau de la frontière allemande.

Hier soir, **quatre des proches du suspect** étaient en garde à vue.

ÉCONOMIE

La Boca FoodCourt : un copieux défi

Le premier « foodcourt » bordelais ouvre aujourd'hui quai de Paludate, dans le quartier de la gare. Une quinzaine de restaurants souhaite y devenir la nouvelle attraction touristique de la ville : un vrai défi.

© Alice Bacot

Pour la pré-ouverture mardi soir, la Boca FoodCourt a offert 20 euros aux 300 invités afin qu'ils puissent profiter pleinement des 14 stands de restauration et du bar central.

C'est un peu les Galeries Lafayette bordelaises de la restauration. Dans une ambiance cosy et chic, les clients commandent à l'envi entre 14 cuisines du monde réparties en stands. Fan de cuisine japonaise, corse, ou sans gluten, toute la famille se retrouve ensuite pour manger sur de grandes tables en bois au centre de la pièce. Et si le concept existe déjà à l'étranger, ce « foodcourt », installé dans les anciens abattoirs de la ville, est 100 % bordelais. Marie-Audrey Turellier, chargée de communication, met l'accent sur le côté local : « *Les restaurateurs sont bordelais et adhèrent tous au même concept : des assiettes 100 % fait-maison, avec des produits locaux et de qualité* ». On y retrouve des nouveaux venus mais aussi des institutions, comme le poissonnier béglais Vents et Marées.

Un pari risqué

Les responsables du projet misent gros en s'installant dans le quartier Euratlantique, cet ensemble de bâtiments en train de sortir de terre, censé accueillir la clientèle d'affaires. Depuis 2010, l'État y organise l'une des plus vastes opérations d'aménagement, avec pour objectif d'y installer 40 000 habitants et 30 000 nouveaux emplois d'ici 2030. Mais pour le moment, le quartier est surtout peuplé par les grues, et n'attire pas vraiment la population, hormis les salariés des rares bureaux voisins déjà ouverts. Pour Laurent Putz, responsable des études à la Chambre des Commerces, le risque que prennent ces nouveaux investisseurs est évident : « *le site peut avoir un gros impact sur l'activité d'un commerce. Ici, il n'y a pas de transports en commun, et l'image du quartier est encore très négative*». Or, les restaurateurs qui lancent leur première affaire au sein du foodcourt n'ont pas vraiment le droit à l'erreur. En plus d'un droit d'entrée sur les lieux à 90 000 euros, ils devront reverser 22 % de leur chiffre d'affaire à la Halle Boca, un chiffre de 12 points supérieur à ce que l'Agence France Entrepreneur conseille pour assurer la bonne gestion d'un restaurant.

Un marché bordelais en pleine croissance

Mardi soir, 300 personnes étaient invitées à tester en avant-première cet espace de 1300m2 de la Halle Boca. Marie-Audrey Turellier espère que le lieu, à quelques centaines de mètres de la gare, attirera de nombreux touristes : « *c'est le genre de concept qui peut plaire à tous, grâce à la diversité des offres et aux horaires, de tôt le matin à tard le soir* ».

Et Bordeaux semble prêt pour cela. Le marché de la restauration y est en pleine croissance, surtout lorsqu'il s'agit de la restauration rapide et des innovations culinaires. Fabien Lallement, qui accompagne les créations d'entreprises à la Chambre des Commerces, croit à ce défi : « *les grandes villes comme Bordeaux doivent proposer ce type d'offre ! Ce sont ces nouveaux concepts qui vont permettre de s'aligner sur d'autres métropoles comme Londres par exemple. C'est un beau challenge* ».

Alice BACOT @AliceBacot

SPORT

Mêlée solidaire

© Leah Campolo

Tout sourire, les joueurs d'Ovale Citoyen attendaient impatiemment de se frotter à l'équipe des anciens pros du club de Bègles.

À Bordeaux, l'équipe d'Ovale Citoyen fait jouer des éclopés de la vie. Pour ces marginaux en quête d'intégration, le premier match a eu lieu hier soir.

Le coup d'envoi a été donné hier soir, à 19h45, au Stade André Moga de Bègles. Face aux Radis Noirs, les anciens joueurs pros de Bègles, la partie était rude pour les gars d'Ovale Citoyen. Mais qu'importe le résultat, l'essentiel est ailleurs. Pour les migrants, SDF et squatteurs qui composent l'équipe de ce petit club amateur piloté par quelques bénévoles, l'existence même de cette équipe est déjà une victoire.

Chacun d'entre eux a connu la misère, les voyages éreintants et la solitude. Depuis août, ils sont une cinquantaine à se réunir tous les lundis soir au stade Moga. Pour beaucoup, c'est la première fois qu'ils touchent un ballon. L'équipe est un véritable *melting-pot* : Afrique subsaharienne, Maghreb, Europe de l'Est. « *On a 14 nationalités différentes parmi nos joueurs* », précise Jean-François Puech. L'homme, dont la silhouette laisse deviner un passé de rugbyman de haut niveau, est le président de l'association qui est à l'origine de ce projet atypique. Son objectif est simple : se servir du rugby pour réintégrer ces laissés-pour-compte.

L'extrême-droite à la charge

M. Puech est clair : « *On est totalement apolitique* ». Cette volonté de neutralité est claire, mais, apparemment insuffisante. Malgré le soutien de nombreuses personnalités politiques bordelaises, de droite comme de gauche, l'initiative ne fait pas l'unanimité. Les bénévoles sont la cible permanente de l'extrême-droite. Le site *info-bordeaux.fr*, qui se targue de raconter « *l'autre information* », s'interroge : Ovale Citoyen instrumentalise-t-elle le rugby ? Selon l'article, l'association « *se sert du rugby pour tenter de faire passer des messages politiques* ». « *On a reçu plusieurs coups de fil, on nous a menacé de venir sur le terrain le lundi soir, quand on s'entraîne* », explique Jean-François Puech. Selon le président, les militants d'extrême-droite tentent de décrédibiliser l'initiative en jouant sur la peur des migrants.

« L'humain au centre du terrain »

Qu'importe, l'association fait son chemin. Au total, ils sont près de 80 joueurs et joueuses à venir s'initier aux valeurs de l'ovalie. A chaque entraînement, les bénévoles de l'association se pressent au bord du terrain, mis à disposition par la mairie de Bègles et l'UBB. Dans l'association, on travaille à insérer professionnellement les joueurs. Le président l'assure, « *tous les joueurs qui peuvent légalement travailler le font* ». Les autres sont mobilisés grâce au Passeport Bénévole qui permet de valoriser un engagement associatif. Et ils n'ont pas chômé. Après deux mois de travail, ils viennent d'ouvrir leur propre plateforme e-commerce, *plateformeovale.com*, qui recueille des dons matériels (vêtements, électroménager, kits de soins corporels, etc) ensuite proposés gratuitement aux autres démunis.

Créée au mois de juillet, l'association ne cesse de grandir. Dès le mois de janvier, Ovale Citoyen ouvrira une antenne à la Section Paloise et en région parisienne. Les bénévoles veulent profiter de la Coupe du Monde de 2023, organisée en France, pour faire passer leur message. Avec dans l'idée d'organiser la première Coupe du monde de rugby des « exclus ».

Romain BOUVET @RomainBouvet1

IMPRIMATUR

Directeur de la publication Arnaud Schwartz • Coordination éditoriale Rayya Roumanos, Jean-François Brieu
Direction artistique Fred Augry • Chef d'édition François Beneytou
Rédacteurs : Rahma Adjadj, Jean-Baptiste Arcuset, Alice Bacot, Camille Becchetti, Louisa Benchabane, Maëlle Benisty, Marti Blancho, Romain Bouvet

pour aller plus loin
imprimaturweb.fr

ijba Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine
Université Bordeaux Montaigne